

# L'ANARCHISME ESPAGNOL...

Douzième partie: **FERRER ET L'INSURRECTION BARCELONAISE.**

La «semaine tragique de Barcelone», comme l'ont postérieurement baptisée les historiens, s'achève donc par une répression sans pitié, dont l'arrestation de Francisco Ferrer Guardia n'est que l'un des moments les plus spectaculaires. Nous consacrerons ce chapitre 12 à narrer ces événements, et à observer l'attitude de Ferrer durant ces journées décisives.

Ferrer a-t-il participé au soulèvement catalan? Voyons d'une façon plus détaillée le film des événements.

Nous sommes en 1909. Le 10 juin, Alphonse 13<sup>ème</sup> signe un décret, autorisant le ministre de la Guerre à rappeler les réservistes pour les diriger sur le Maroc. Le port d'embarquement est Barcelone. Dès le 11 juin, 1.900 hommes des troupes régulières partent pour l'Afrique; du 11 au 17, plus de 6.000. Les réservistes, qui ne doivent pas embarquer avant le 18, sont parqués dans les casernes de la ville. La chaleur est accablante, un slogan court la capitale: «*Plutôt l'insurrection que la guerre!*». Les réservistes n'ont vraiment aucune envie d'aller se faire massacrer pour quelques mines de plomb.

Les premiers contingents défilent sur les «ramblas» pour descendre vers le port. «Solidaridad Obrera», organisation qui ignore complètement Ferrer, et donc ne prend aucune directive auprès de lui, convoque ses militants en vue d'un grand meeting. Mais le gouverneur civil de Barcelone, Señor Ossorio y Gallardo, décide d'interdire la manifestation et donne l'ordre aux postiers de ne pas remettre les convocations. Madrid ordonne, brutalement, de «*ne rien tolérer*». Le gouverneur civil donne tous pouvoirs au Capitaine Général Ruiz de Santiago qui décrète l'état de siège. Nous sommes le 19 juin, au matin. Les réservistes sont sous clef. Des bataillons d'active soutiennent les forces de l'ordre, composées de 900 agents de police, assistés de 1.000 gendarmes. Le mardi 20, «Solidaridad Obrera», appuyée par la U.G.T. (*Union General de Trabajadores*, socialistes de Pablo Iglesias) annonce par voie d'affiches la grève générale. Ce même mardi 20 a lieu un important meeting socialiste, alors que des émeutes se produisent dans les gares et sur le port où les réservistes s'embarquent entre des gendarmes. La Cierva, ministre de l'intérieur, télégraphie l'ordre de faire saisir tous les journaux et d'interdire tout meeting. Le jeudi 23 doit avoir lieu le meeting de «Solidaridad Obrera» (convocations portées à domicile), les ouvriers convoqués se présentent à l'heure dite, des chocs violents ont lieu avec les forces de police, la troupe ouvre le feu. La grève générale est déclenchée. Des réservistes s'échappent des casernes, les sentinelles sont attaquées, sur le port, lors de l'embarquement des troupes, des réservistes se jettent dans le bassin. L'atmosphère de cette fin de semaine évoque déjà l'émeute, presque la révolution.

Ferrer, pendant cette période, ne viendra qu'une seule fois à Barcelone. L'accusation ne pourra prouver le contraire, pourtant un vaste monument de mensonges tendra à démontrer que l'éducateur libertaire dirigea l'insurrection, depuis son «P.C.» de Mongat. Les leaders authentiques de la révolte ont déclaré ne pas le connaître. Mario Antonio, directeur de «*La internacional*», organe du «Partido Socialista Obrero», affirmera: «*Je n'ai jamais conversé avec Ferrer, je ne l'ai même jamais vu.*»

Le 23, Ferrer écrit à Moreno, secrétaire général de «Solidaridad Obrera», en lui demandant de venir le voir «pour questions professionnelles». Moreno s'excuse, il est trop pris, les événements évoluent de façon rapide. Sol Ferrer, la fille du directeur de l'*École moderne*, écrira plus tard: «*Mon père continue, dans le calme du mas banlieusard à suivre l'évolution des faits, avec un mélange de scepticisme, de curiosité et d'intérêt.*»

Le lundi 26 juillet, est une date qui sera souvent mise en avant par l'accusation, lors du procès. Ce jour-là, Ferrer, qui a quitté Mongat de bon matin, arrive à la gare de Francia. Moreno est là, très excité, il lui tend un article du «*Progreso*» de Lerroux, que s'arrache tout Barcelone. Le papier signé «*Remember*», d'une violence inaccoutumée, rappelle l'anniversaire de la journée de 1835 où la foule a mis à sac et brûlé onze

couvents. Ferrer se méfie de Lerroux, qu'il soupçonne de vouloir compromettre les anarchistes. Il quitte Moreno en l'exhortant à la prudence, puis il se rend à la librairie où il retrouve son secrétaire particulier, Cristobal Litran, qui lui fait le récit de l'agitation qui règne dans les faubourgs. Il déjeune place de Catalogne, à la «*Casa dorada*», se promène sur les *Paralelos* grouillants de manifestants. Au cours de cette promenade, il rencontre de nombreux amis, des connaissances et des inconnus, auxquels il tient peut-être des propos imprudents. Domenech, ce garçon coiffeur, dont le témoignage pèsera si lourd, va le suivre pas à pas. Cette fin d'après-midi résonne d'échos tragiques: on aurait fusillé des réservistes, les employés du chemin de fer et des tramways seraient mobilisés, les églises brûlent dans la vieille ville. En compagnie de Domenech, Ferrer dîne sur les «*ramblas*» à l'hôtel *Internacional*, où ils prennent le café avec Lorenzo Ardid. Puis, Ferrer rencontre de nouveau Moreno qui lui demande de signer le projet de «*lettre au gouvernement*». Il signe. Ferrer se rend ensuite au «*Progreso*», mais n'y trouve pas Iglesias. On le retrouve une heure plus tard dans les rues sombres où il se heurte à des groupes de manifestants contre lesquels maintenant, les régiments d'infanterie tirent à balles. Ferrer se déclarera incapable de reconstituer, dans ses détails, «*le kaléidoscope de cette soirée*». Vers 23 heures, toujours accompagné de Domenech, il décide de reprendre la route de Mongat où il arrivera à l'aube. Il écrit à Malato: «*Je constate l'héroïsme des femmes, mais aussi le défaut d'organisation du peuple et l'éclipse totale des chefs*».

Puis ce sont les deux fameuses «*journées rouges*». Dès le 26, la province se déchaîne, des chocs se produisent entre les révoltés et les forces de répression à Tarrasa, à Sabadell, à Badalona. Partout des soldats passent à l'insurrection. Des barricades sont élevées dans la banlieue, à Gracia, Sans, San Martin. Le gouverneur réclame à Madrid, par pigeon voyageur, «*de puissants renforts*». Le 27 au matin, la situation est stationnaire, un couvent de Maristes brûle sur *Pueblo nuevo*. A 14 heures, Barcelone entière est en révolution. Des centaines de barricades surgissent sur les *Paralelos* et les *Ramblas*. L'église et le couvent des *Jerónimos* sont en feu, ainsi que l'église et l'école des *Escolapios*. Maura fait proclamer «*la suppression des garanties constitutionnelles dans les provinces de Barcelone, Tarragone et Gérone*». Cinquante nouveaux couvents sont incendiés. Barcelone brûle. Les transports de troupes sont coulés.

Pendant ce temps, à Mongat, Ferrer s'est remis au travail, il veut oublier les violences présentes en pensant au règne futur de la Raison. Il écrit le 28: «*Travailler dès à présent à l'abolition de la peine de mort ou à la grève générale sans savoir comment nous élèverons nos enfants, c'est commencer par la fin et perdre du temps*». Pourtant les choses se gâtent pour lui à Barcelone, où le bruit court qu'il est le responsable des émeutes. Ferrer pressent que le mouvement, faute de chefs, va avorter. Déjà l'Hôtel de Ville et la *Capitanerie générale* sont repris. La Catalogne est isolée. Le jeudi, les rebelles perdent pied, et sont obligés de se cacher. Dès le vendredi, les troupes procèdent à des milliers d'arrestations. Ferrer n'a toujours conscience de rien, «*sauf de sa neutralité*». Pourtant, cerné de toutes parts par les accusations qui se font plus précises, il décide de quitter Mongat. Le vendredi 30, au matin, il a disparu. A 15 heures, les soldats se présentent pour l'arrêter.

Alors commence à prendre corps la monstrueuse conspiration contre Ferrer. Le public s'arrache le grand journal catholique «*El Universo*», chaque jour un article tendancieux laisse entendre que Francisco Ferrer est coupable des crimes les plus abominables. Enfin, le 17 août, divers journaux monarchistes et catholiques publient un communiqué du juge d'instruction: «*Si Ferrer Guardia, absent ou non, ne se décide pas à se présenter devant la justice qui le recherche, il sera déclaré rebelle*».

Dans le même temps, le 20 août, la police se présente à Mongat où elle arrête toute la famille de Ferrer qui sera assignnée à résidence dans la localité de Alcaniz, en compagnie des autres «*complices*»: Anselmo Lorenzo, Batlori, Cristobal Litran, Villafranca, Robles et Meseguer. Ferrer est traqué par la police qui a retrouvé sa trace, il se réfugie chez divers amis sûrs. Le 30, «*El Diario*» publie un article où Ferrer est désigné comme «*le meneur et le chef du mouvement révolutionnaire*». L'édifice est achevé. Le 10 septembre, à Alella, sa ville natale où il est revenu, vers 5 heures du matin, Ferrer est interpellé et reconnu par un «*somatén*» (garde civique catalane) et un «*sereno*» (veilleur de nuit). Menottes aux mains, sous les quolibets de la foule, il est conduit à Barcelone où le nouveau Gouverneur civil, Crespo Azorin, l'accueille par ces mots: «*Même si vous étiez innocent, la seule lecture des livres que publiait votre "École moderne" vous désigne comme l'origine du mouvement. Donc, vous êtes coupable*». Le reste est bien connu; l'instruction, vaste monument de mensonges, de faux, de témoignages fabriqués, de témoins payés, n'eut d'autre but que d'établir la culpabilité d'un innocent.

Ferrer n'a pas participé à l'insurrection barcelonaise, dont il réprouvait la violence.

Gui SÉGUR.